CONVENTION 2025 - 2027

PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT ET A L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL SUR L'AIRE D'ACCUEIL DE CAVAILLON

Entre

Le Département de Vaucluse, représenté par sa Présidente, Madame Dominique SANTONI, agissant au nom et pour le compte du Département de Vaucluse, en exécution de la délibération n ° 2025-264 en date du 20 juin 2025,

Ci-après désigné par les termes « **Le Département** »,

D'une part,

La Communauté d'agglomération « Luberon Monts de Vaucluse » représentée par son Président, Monsieur Gérard DAUDET, en exécution d'une délibération du

Ci-après désignée par les termes « **Luberon Monts de Vaucluse** »,

D'autre part.

PREAMBULE :

Considérant que depuis août 2018, ainsi qu'au regard des dispositions du schéma départemental, Luberon Monts de Vaucluse assure la mise à disposition et la gestion d'une aire d'accueil des gens du voyage d'une capacité de 25 places, située au Grenouillet, Bd André Rouget à Cavaillon,

Considérant la dernière aide au fonctionnement attribuée par convention annuelle pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Cavaillon par le Département à l'issue de la délibération n° 2024-241 du 21 juin 2024,

Il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer, pour les trois ans à venir :

- L'accueil des gens du voyage et la bonne gestion de l'aire d'accueil de Cavaillon,
- Les modalités de mise en œuvre des actions d'accompagnement social en direction des personnes et des familles séjournant sur l'aire,
- La participation financière du Conseil départemental aux dépenses de fonctionnement de l'aire d'accueil de Cavaillon,
- La participation financière du Conseil départemental aux dépenses visant l'accompagnement social des familles présentes sur l'aire de Cavaillon.

Les signataires de la présente convention s'engagent à construire et développer une politique partagée et commune concernant la population des gens du voyage, afin de contribuer à

l'accompagnement au plus près des réalités locales, en lien avec les services sociaux municipaux et l'Etat.

Les actions engagées, qu'elles relèvent de l'action sociale, de la santé, des apprentissages scolaires, de la formation ou de l'insertion, devront permettre l'intégration de ces populations dans le tissu local.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les trois années 2025, 2026 et 2027, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2027.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

1°) Gestion de l'aire d'accueil

La gestion de l'aire d'accueil de Cavaillon se fera, selon la décision de Luberon Monts de Vaucluse, soit en régie soit via un gestionnaire prestataire ou en DSP.

La gestion de l'aire financée devra mettre en œuvre :

- la gestion des entrées/ sorties des caravanes avec un système d'astreinte possible ;
- les travaux d'entretien et la maintenance régulière nécessaire ;
- une aire en parfait état de fonctionnement et d'hygiène (avec notamment des sanitaires en état de fonctionnement et de propreté) ;
- la propreté du site ;
- la gestion régulière des différents espaces de l'aire avec tonte, désherbage, apport de gravier si nécessaire ;
- le respect du règlement intérieur et de la rotation obligatoire.

2°) Mise en œuvre de l'accompagnement social

L'objectif est l'accompagnement social des familles des gens du voyage transitant sur le territoire de Cavaillon.

Conformément à la loi du 5 juillet 2000, cet accompagnement vise à développer l'accès des gens du voyage au droit commun sur le territoire local, considéré comme un espace de citoyenneté, en adéquation avec la volonté affichée par le législateur et les partenaires institutionnels du Vaucluse, afin d'éviter tout caractère de traitement spécifique et ses effets de stigmatisation.

Luberon Monts de Vaucluse devra promouvoir et mettre en œuvre, en lien avec l'ensemble des acteurs directement concernés, les actions à mener auprès des gens du voyage pouvant contribuer à favoriser :

- La scolarisation des enfants,
- L'accès aux soins et la promotion de la santé des familles,
- L'aide dans les démarches administratives,
- L'accès aux droits et à la citoyenneté,
- L'insertion par l'activité économique.

Selon le choix de Luberon Monts de Vaucluse, cet accompagnement pourra se faire par une structure communale (CCAS, Centre Social), par le gestionnaire ou par une structure sociale prestataire. La

subvention de Luberon Monts de Vaucluse sera bonifiée de 200 €/ place si l'accompagnateur social est un travailleur social diplômé (CESF, AS ou Educateur spécialisé).

L'accompagnement social nécessitera le développement et la structuration d'un partenariat opérationnel territorial afin de développer l'accessibilité aux services de droit commun et l'offre de services des prestataires associatifs départementaux ou locaux.

Luberon Monts de Vaucluse justifiera de cet accompagnement par :

- Le C.V. de la personne en charge de l'accompagnement,
- La fiche « personnel » jointe dûment complétée,
- Les actions menées dans l'année,
- Les résultats obtenus (quantitatifs et qualitatifs).

Conformément au SDAHGV dont Luberon Monts De Vaucluse est partenaire et afin de l'aider dans une meilleure connaissance de la culture des gens du voyage et des différentes difficultés sociales auxquelles est confrontée cette population, la collectivité proposera une personne référente qui participera aux Groupes de Travail coanimés par l'Etat et le Conseil départemental (environ 2 h par mois) où participent des personnes qualifiées dans chacun des domaines travaillés.

ARTICLE 4 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le Département apporte une contribution financière pour 2025 de **7 500 € (sept mille cinq cents euros)** calculée selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention est de 300 € par place pour une période annuelle. Elle est bonifiée d'un montant de 200 € par place en cas de mise en place de l'accompagnement social.

Pour l'aire de Cavaillon, le montant de la subvention s'élève donc à **300 € (trois cents euros)** par place.

Cette contribution est établie pour l'aire de Cavaillon comportant **25** places soit au total **7 500 € (sept mille cinq cents euros)** pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Un rapport – bilan détaillant la gestion de l'aire, son budget et, éventuellement, l'accompagnement social doit être fourni chaque année au premier trimestre avec la demande de financement de l'année en cours.

Les bilans de l'année N pourront impacter le montant de la subvention de l'année N+1.

Sous réserve de la disponibilité des crédits aux budgets primitifs 2026 et 2027, les versements de 2026 et 2027 seront identiques, sauf en cas de :

- nombre de places étendu ou diminué,
- nombre de jours ouvrés modifié pour cause de travaux importants,
- mise en place de l'accompagnement social qui fera l'objet d'une bonification de 200 € par place (le cas échéant),
- non- respect des axes de la convention (article 3) en matière de gestion ou d'accompagnement social

ARTICLE 5 : MISE EN VALEUR DE L'ACTION-COMMUNICATION

Luberon Monts de Vaucluse s'engage à mentionner et apposer sur tout support de communication relatif aux actions ou opérations réalisées, l'aide allouée par le Département et/ou son logo, conformément à la charte graphique du Département.

Le Département sera systématiquement associé, en tant que partenaire, à toute manifestation relative aux actions et aux opérations menées par Luberon Monts De Vaucluse.

Cette information devra impérativement parvenir au Département 15 jours au minimum avant la tenue de la manifestation.

Le Département s'assurera du respect de ces engagements, lors de l'examen de toute demande ultérieure.

ARTICLE 6 : EVALUATION

Le Département procède à l'évaluation des conditions de réalisation de l'accueil et de l'accompagnement social auxquels il a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1 selon les modalités définies à l'article 3, sur l'impact attendu par le Département des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention.

A cette fin, Luberon Monts de Vaucluse s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative dont la production serait jugée utile.

Le Conseil départemental se réserve par ailleurs le droit de venir sur l'aire d'accueil, après rendez-vous avec le représentant du gestionnaire ou de son délégataire, afin de s'assurer du respect des différents points des modalités de gestion de l'aire et/ou de l'accompagnement social.

ARTICLE 7 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse¹.

ARTICLE 9 : RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à AVIGNON,

Pour la Communauté d'agglomération
Luberon Monts de Vaucluse
Le Président

Pour le Département
La Présidente

¹ La résiliation pour motif d'intérêt général ouvrant droit à indemnité est un principe général du droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire Commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans avoir à la mentionner.